

## BÉNI-SNOUS

# Nos martyrs oubliés

La célébration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 est un devoir de mémoire et ne peut faire l'objet de récupération politicienne, ni occulter certaines vérités.

La wilaya de Tlemcen, à l'instar des autres régions du pays, a payé un lourd tribut. Toutefois, la population de Béni-Snous a été profondément choquée par une tentative de marginalisation qui cache bien une volonté de nuire à la vallée des martyrs.

Nous rappelons à ceux qui veulent nous exclure de l'histoire de la lutte de Libération nationale, au niveau local, que cette vallée amazigh, située au fin fond de l'ouest algérien, est historiquement connue par un noble qualificatif «la vallée des 1000 martyrs». Il serait vain de donner les noms des martyrs de cette contrée qui était la plus exposée à la barbarie coloniale, Béni-Snous a enfanté des hommes qui ont été au rendez-vous de

novembre... Aussi, nous conseillons à tous ceux qui s'essayent à l'écriture de l'histoire de la lutte de Libération de s'informer et de se documenter car, il y a encore des survivants qui peuvent contribuer à cette écriture.

Gloire à nos martyrs qui ont arrosé de leur sang les djebels des monts de Béni-Snous et de l'Algérie entière...

**Des citoyens de Béni-Snous**

## LE CRÉDIT DOCUMENTAIRE

# Ou le protectionnisme légitime

L'ouverture économique, qui semble avoir été faite d'une manière «débridée», a conduit les dirigeants du pays à réagir pour apporter les correctifs nécessaires.

Une série de mesures fut décrétée et adoptée (Loi de finances complémentaire pour l'exercice 2009) notamment :

- Le crédit documentaire imposé comme unique mode de paiement ;
- La suppression du crédit à la consommation ;
- Les taxes sur les véhicules ;
- Les taxes et frais de domiciliation ;
- La suppression des procurations pour les opérations d'importation ;
- La mise en place d'un fichier national des fraudeurs,

Le tout constitue le moyen de sauvegarder la réserve de change du pays, des mains des fraudeurs et trafiquants.

La mesure qui a suscité le plus la polémique est celle énoncée dans l'article 69 de la loi de finances complémentaire pour l'exercice 2009 (LFC) et qui concerne le crédit documentaire comme unique moyen de paiement, appelé aussi lettre de crédit ou par abréviation le «Crédoc».

Les dispositions de cet article précise que :

«Le paiement des importations s'effectue obligatoirement au moyen du seul crédit documentaire.» Donc finies les importations qu'on réglait par moyen de transfert libre ou par remise documentaire.

La LFC devrait, à mon sens, avoir pour impératif de répondre à deux objectifs essentiels qu'on peut résumer globalement comme suit :

1. Mettre fin au transfert libre qui constitue un «moyen d'absorption de la réserve algérienne» transfert vers l'étranger pour blanchiment d'argent sale.

2. Réorienter les IDE vers des investissements dans des domaines divers et éviter ainsi les importations.

Comment atteindre ces objectifs sans prendre le risque d'être protectionniste ?

Les stratégies en la matière vont imposer «la difficulté» pour décourager,

réduire et trier les produits de «mauvaise qualité». Le crédit documentaire est utilisé pour répondre aux exigences posées et apparaître comme une astuce légitime et souveraine, sur laquelle personne ne trouvera à redire. Les importateurs regrettent que cette loi soit conçue et adoptée sans leur consultation, comme le précise le pacte économique et social conclu avec les partenaires sociaux. Aussi les explications données par certains orateurs étaient jugées insuffisantes pour convaincre des opérateurs trop inquiets des appréhensions attendues.

### Le fournisseur est sécurisé

En effet le «Crédoc» n'a de sens que dans son aspect technique. Quels que soient ses avantages, le «Crédoc» ne donnera que rarement des satisfactions à l'importateur qui a l'habitude d'utiliser le transfert libre ou la remise documentaire.

Paradoxalement d'ailleurs, on se rappellera que dans leurs recommandations les plus élémentaires, les banquiers n'ont cessé, à coup de brochures publicitaires, de conseiller avec insistance à leur clientèle, d'accorder la faveur au mode de paiement par «transfert libre» ou par «remise documentaire» avant le recours au «crédit documentaire».

Il faut être crédule pour croire que le choix du «Crédoc» comme moyen unique de paiement est la recherche de la sécurité de l'importateur ainsi que la traçabilité des opérations effectuées. Bien au contraire, c'est le fournisseur qui est sécurisé et mis en garantie, surtout lorsque le «Crédoc» est confirmé. L'importateur est plutôt «neutralisé» par le «Crédoc» au sens où il est tenu de payer à une échéance fixe, sinon il peut se retourner vers sa banque pour un éventuel crédit. Cette perche est tendue au dernier moment à l'initiative d'une banque pour dissiper l'apparition des premières zones à risques ; mais l'obtention du crédit n'est pas assurée.

Quel que soit le mode de paiement, la traçabilité des

opérations est assurée, sauf en cas de «malfaisance» humaine. La traçabilité s'entend plutôt au sens de séparer, et trier. C'est au moment de la domiciliation de la facture pro-forma que la banque peut trier et refuser tel ou tel produit, sinon comment distinguer la bonne de la mauvaise qualité.

C'est à partir de la domiciliation bancaire que commence l'étape la plus importante du système mis en place. Qui décidera en dernier ressort du choix du produit à importer ? Si c'est le banquier qui en assure le contrôle, est-il suffisamment formé pour cette tâche ? Est-il doté de tous les moyens nécessaires ?

Quelle que soit l'approche, on peut toujours craindre des actes de trafic, de corruption, à ce premier stade. Toutefois, le client doit s'attendre à un deuxième contrôle, à l'arrivée des marchandises. Mais là, le fournisseur est déjà payé. A l'arrivée des marchandises, qui constitue la deuxième et dernière étape, les marchandises devraient être soumises à un ultime contrôle. Quelles que soient les conclusions des contrôleurs, le paiement est déjà effectué par la banque sur la base des documents reçus du fournisseur étranger.

Les conclusions peuvent aller de marchandises conformes à marchandises non conformes, en qualité, en poids et en origine. Un importateur honnête, comme c'est d'ailleurs la majorité des cas, peut avoir affaire à un fournisseur de mauvaise foi et que l'erreur proviendrait de lui.

Qui doit-on sanctionner l'importateur ou le fournisseur ? Avons-nous les moyens de sanctionner le fournisseur ?

La présentation du crédit documentaire comme moyen de sécuriser l'importateur et d'assurer la traçabilité des opérations, me paraît superflue.

Il était inutile de faire l'apologie du «Crédoc» sachant qu'il est perçu par les importateurs, comme un instrument compliqué en raison de la complexité des opérations, de la lourdeur administrative qu'il requiert et de la rigidité de ses procédures.

### La LFC 2009 déterminera même la qualité de notre vie

Quant au recours au transfert libre (virement international) l'importateur le trouve très avantageux pour cause de sa souplesse dans ses procédures et de son coût, comparé à celui du «Crédoc». Dans certains cas, il a la possibilité d'inspecter les marchandises avant de les payer. Il n'y a donc aucune commune mesure entre un paiement par transfert libre et un paiement par «Crédoc».

Pour certains opérateurs économiques qui nécessitent des opérations urgentes et spécifiques, le règlement par «Crédoc» risque de les obstruer :

➤ En les suspendant à la réception des documents d'expédition qui peuvent tarder à arriver... (Cas de perte des documents originaux) ;

➤ Par un non-paiement par l'importateur, lorsqu'il est à découvert et que sa banque refuse de lui prêter concours, même si la marchandise sera réglée en temps voulu par sa banque, lorsque le «Crédoc» est confirmé comme c'est le cas de la quasi-totalité des «Crédoc» ouverts par les banques algériennes. Certaines banques exigent le blocage de la provision du «Crédoc» à hauteur de 100 % du montant de la facture pro-format.

➤ Par la détérioration des marchandises par un long séjour dans l'entrepôt des douanes (produits périssables) ;

➤ Par des litiges sur les marchandises qui prendront des mois et même des années, sachant que le «Crédoc» concerne uniquement l'aspect financier ;

De plus, la suspension de la procuration, au moment de la domiciliation ou de l'enlèvement des marchandises, risque d'être à l'origine d'un blocage pour cause d'empêchement du dirigeant.

Des aménagements devraient être apportés pour la levée des contraintes que rencontrent à la fois, les banques et les importateurs, mais doit-on aller jusqu'à faire une nouvelle marche arrière ?

Pour rappel, en 2005 le

Conseil du gouvernement avait examiné et adopté un décret exécutif fixant le seuil applicable aux paiements par chèque des sommes dépassant cinquante mille dinars. On avait agi par précipitation... Et on connaît la suite. Les pouvoirs publics ont, à juste titre, fait marche arrière en suspendant l'entrée en vigueur du décret.

En 2009, on réitère l'opération sous une autre forme et dans d'autres circonstances, mais cette fois-ci, avec un moyen de paiement international : le crédit documentaire.

Lorsqu'on sait que le fournisseur étranger qui accepte un règlement par remise documentaire ou par transfert libre, est un fournisseur qui :

➤ Connaît suffisamment l'acheteur (Relation de confiance) ;

➤ Sait que la marchandise peut être revendue facilement sur place en cas de désistement de l'acheteur ;

➤ Sait que la situation politique, économique et monétaire du pays de l'acheteur est stable ;

On est plutôt rassuré sur la suite des événements qui devraient s'ouvrir vers de nouveaux horizons dans nos relations commerciales. Ceci étant, les Algériens estiment donc qu'il est désormais temps de passer à une nouvelle étape dans la consolidation de ces relations. «Qui m'aime me suit». Serait-on tenté de lancer en direction des investisseurs étrangers. L'invitation est assez limpide, pour ne pas être perçue comme telle. Mais pourquoi

devraient-ils venir, alors qu'ils reçoivent leurs virements... à domicile, sous la forme du mode de paiement le plus sûr pour eux : Le «Crédoc» ? In fine, l'objectif ayant trait à la réduction du montant des factures d'importation a commencé à se réaliser, mais il est loin de s'achever. Dans un pays comme l'Algérie, lorsqu'on réduit les importations, on donne naissance inévitablement à divers problèmes dont le bourgeoisie peut faire éclater des questions liées à la réapparition des pénuries, la hausse des prix, le chômage, cessation d'activité, les maux sociaux, (trafic, vol, drogue, prostitution), etc. Un problème en cache un autre.

L'installation des investisseurs étrangers devrait théoriquement donner lieu à l'effet inverse, mais la LFC n'est-elle pas un moyen de freiner leur arrivée ?

Tout en nourrissant de grands espoirs quant à l'avenir, je pense, sans entrer dans les détails, que l'environnement général ne présente pas des atouts exceptionnellement meilleurs que ceux de nos voisins. La balle est bien dans notre camp. Il nous appartient, à nous, de faire de ce pays une terre de paix, d'accueil, de justice et de liberté. La LFC 2009 reste un choix qui devrait affecter bien plus que notre politique économique, dans un sens, elle déterminera même la qualité de notre vie, si elle venait à être appliquée avec raison.

**M. Berkane Ahmed, Staouéli**

## NOS LECTEURS ONT DU TALENT

Bienvenue à vos photos et caricatures !  
Envoyez-les à : voxpopuli2009@ymail.com



## TEXTO

A Amina de Blida, je ne cesserai de te chercher dans mes rêves... le bonheur nous a été promis ? Je suis toujours là où j'ai été. (De la part de M. des Bananiers).  
Ecrire à : voxtexto@ymail.com